

## Mali: l'Afrique de l'Ouest envisage d'envoyer une force de 3.300 éléments

16/06/2012 à 21:11



Le général ivoirien Soumaïla Bakayoko à Abidjan le 13 juin 2012

La force militaire que l'Afrique de l'Ouest envisage de déployer au Mali pour combattre les rebelles touareg et les islamistes armés qui contrôlent le Nord du pays devrait compter près de 3.300 éléments, ont annoncé samedi à Abidjan des chefs militaires de la région.

"L'effectif que nous avons estimé pour cette opération est de 3.270 hommes", a déclaré devant la presse le général Soumaïla Bakayoko, chef de l'armée ivoirienne.

Les "gros effectifs" seront "fournis par le Nigeria, le Sénégal, le Niger" mais "tout le monde participera, y compris la Côte d'Ivoire", a-t-il ajouté.

Il s'exprimait à l'issue d'une réunion de plusieurs chefs d'état-major de pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), actuellement présidée par la Côte d'Ivoire, sur la force d'intervention que la région prévoit d'envoyer au Mali. La réunion d'Abidjan est intervenue alors que le Conseil de sécurité de l'ONU s'est abstenu par deux fois cette semaine d'apporter son soutien au projet de force d'intervention au Mali présenté par l'Union africaine (UA) et la Cédéao, le jugeant notamment trop imprécis.

"Dès la semaine prochaine", des éléments de l'état-major de la Cédéao "iront à Bamako travailler avec leurs camarades de l'armée du Mali pour voir les modalités pratiques" de l'envoi de la force, a ajouté le général Bakayoko.

La "dernière planification" de l'opération aura lieu à Bamako, a-t-il précisé, soulignant que le chef d'état-major du Mali, présent à la rencontre, "a montré la volonté de l'armée malienne d'accueillir" cette force, qui devrait intervenir en soutien à l'armée régulière.

Le Mali a insisté jusque-là sur le fait que tout éventuel déploiement d'une force ouest-africaine devait se faire à sa demande.

La réunion d'Abidjan devait servir à valider le "concept d'opération" élaboré ces trois derniers jours dans la capitale économique ivoirienne par les militaires de la Cédéao, assistés d'experts de l'ONU, de l'UA et des Etats-Unis, entre autres.

La force ouest-africaine servirait à "stabiliser et consolider" les institutions de transition à Bamako et, aux côtés de l'armée malienne, à "engager la reconquête du Nord-Mali", contrôlé depuis fin mars par des rebelles touareg et des islamistes armés, avait expliqué le général Bakayoko à l'ouverture.

Il n'y aura de recours à la force qu'"en dernier ressort, après épuisement de toutes les voies de dialogue", avait-il insisté.

Le chef d'état-major de l'armée malienne, le colonel-major Ibrahim Dahirou Dembélé, a cependant jugé devant la presse "très difficile" que la situation au nord se dénoue "sans une solution militaire". "Même s'il y a négociation, je ne compte pas beaucoup sur (la) bonne foi" des groupes armés, a-t-il souligné.

Le président burkinabè Blaise Compaoré, médiateur de la Cédéao, a engagé des discussions avec la rébellion touareg et devrait recevoir dimanche le groupe islamiste Ansar Dine.

Le président du Niger Mahamadou Issoufou a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à ne pas "s'éterniser dans des débats sans fin", faisant valoir que "les jihadistes sont en train de se renforcer", dans une interview au Journal du Dimanche.

Dans la foulée d'un putsch le 22 mars à Bamako, l'immense région désertique du nord du Mali est tombée aux mains du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA, rébellion touareg) et surtout d'Ansar Dine et de son allié jihadiste Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).